



## LETTRE OUVERTE

**Monsieur le Député,**

**Madame la Sénatrice, Messieurs les Sénateurs,**

Le 31 janvier 2023, plus de 2,5 millions de manifestants(es) ont défilé pour dire non au projet de réformes sur les retraites, projet prévoyant l'allongement du départ de l'âge légal à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations.

Avec sa réforme des retraites, le gouvernement prétend défendre un projet de justice, d'équilibre et de progrès social. Rien n'est moins vrai, de nombreuses et nombreux salariés(es), jeunes, retraités(es) l'ont fortement exprimé dans la rue.

Ce projet de réforme antisocial et inégalitaire fait l'unanimité contre lui : 80 % des Françaises et des Français ne sont pas favorables à cette réforme.

Avec la réforme, encore plus de salariés(es) seraient contraints de partir avec une carrière incomplète, notamment les femmes, ce qui accentuerait encore plus les inégalités entre les femmes et les hommes.

Dans le même temps, le gouvernement a entériné la suppression de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises) qui engendrait environ 8 Milliards d'euros par an de recettes pour l'état et propose une nouvelle exonération patronale avec la baisse du taux de cotisation pour la branche accident du travail et maladie professionnelle représentant 800 millions d'euros.

Une fois encore, Emmanuel Macron et son gouvernement font le choix de faire payer les salariés(es) en exonérant les patrons de cotisations sociales.

- 150 milliards d'aides publiques reversées aux entreprises sans aucune contrepartie pour l'emploi et les salaires.
- 80 milliards de dividendes distribués aux actionnaires, etc...

Voilà le choix du gouvernement, pressurer les salariés(es) et engraisser les plus riches.

Les différentes propositions des syndicats auprès du gouvernement sont restées lettre morte.

C'est pourquoi, l'intersyndicale du Var, vous interpelle afin que vous preniez une position claire et nette contre cette réforme dans les deux chambres, qui prendrait en compte la volonté majoritaire des citoyens que vous représentez.

Unis et déterminés pour ce combat juste et solidaire, nous espérons que vous entendrez la voix des salariés(es), des jeunes, des retraités(es) qui ne veulent pas de cette régression sociale.

Nous vous prions, Monsieur le Député, Madame la Sénatrice, Messieurs les Sénateurs, de croire à nos salutations syndicalistes,

Toulon, le 3 février 2023